Culturescapes Israel. Une vitrine pour l'apartheid en Suisse ?

17.02.2011

Categories: Boycott culturel

Lettre ouverte aux organisateurs et partenaires du festival Culturescapes (septembre-novembre 2011) et à tous les artistes et acteurs culturels en Suisse

Madame, Monsieur,

Par la présente lettre ouverte, le mouvement BDS en Suisse, qui soutient l'Appel palestinien au boycott, aux sanctions et au retraits des investissements jusqu'à ce qu'Israël respecte le Droit international et les droits humains (BDS), s'adresse aux responsables du festival Culturescapes Israel et aux institutions culturelles partenaires de la fondation Culturescapes dans toute la Suisse.

Le festival Culturescapes Israel, qui doit se tenir en automne 2011 notamment à Bâle, Zurich, BerneSaint-Gall, Lucerne, Winterthur, Genève et Coire, s'annonce comme une vaste opération de communicationdestinée à entretenir l'image flatteuse d'un pays où la créativité s'épanouit en liberté, où les artistes sont soutenus même quand ils critiquent le gouvernement. En allouant d'importantes sommes à la promotion de ses produits culturels, l'État d'Israël vise en réalité à détourner l'attention du public de sa politique d'oppression à l'égard du peuple palestinien. Ainsi, à la suite de l'agression militaire sur Gaza, le gouvernement israélien a mis sur pied en 2009 des rencontres avec des intellectuels, des romanciers, organisé des tournées théâtrales et montré des expositions dans le but avoué de montrer un « plus joli visage » d'Israël,pour que son image ne soit plus associée à la guerre (Aryeh Mekel, directeur des affaires culturelles et scientifiques du ministère israélien des affaires étrangères ; New York Times, 18 mars 2009). Plus récemment, l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Avigdor Lieberman, a cru bon de menacer certains artistes israéliens de les priver des subventions pour les tournées s'ils ne se montrent pas plus dociles au rôle qui leur est assigné.

Les organisateurs du festival Culturescapes Israel ne sauraient ignorer cette stratégie, ce qui ne les a pourtant pas empêchés de répondre positivement à la proposition de l'ambassade israélienne à Berne de participer à la promotion de la « marque Israël » (ynet.com [Yedioth Ahronoth], 27 septembre 2010).

Nous sommes profondément consternés d'apprendre que la fondation Culturescapes, une institution culturelle subventionnée par Pro Helvetia, par les cantons et la Confédération, prête son prestige à une entreprise où le théâtre, la musique, le chant et la danse sont instrumentalisés dans une campagne visant à servir la respectabilité d'un État puissant qui agit au Proche-Orient avec des méthodes qui choquent les consciences.L'État d'Israël, que Culturescapes a décidé de présenter sous son masque de bienfaiteur des arts, se livre depuis sa création à l'étouffement progressif des fondements mêmes de la culture et la société palestiniennes. Au nom du projet d'« État juif », le droit au retour est dénié au réfugiés palestiniens, alors que les Arabes vivant en Israël subissent des ségrégations légales et culturelles et souffrent du racisme

ambiant de la société israélienne (20% de la population israélienne sont des Palestiniens) ; la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem Est sont toujours occupés illégalement, la colonisation juive des territoires occupés s'accélère et la population palestinienne locale voit ses droits légaux se restreindre au profit des nouveaux colons (ils étaient 241'000 en 1992 ; fin 2010, ils sont 490'000, dans une centaine d'agglomérations) ; dans sa volonté de s'approprier Jérusalem, Israël confisque régulièrement les titres de résidence aux Palestiniens de la ville (près de 5'000 expulsés en 2009) ; au même temps, Israël poursuit la construction du Mur de séparation en Cisjordanie, contre l'avis de la Cour internationale de justice de La Haye. De nombreuses personnalités internationales, telles que le juriste sud-africain John Dugard, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu et l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter ont reconnu dans la politique israélienne à l'égard des Palestiniens les traits de l'Apartheid, système reconnu comme crime contre l'humanité par les Nations Unies. En 2009, le juge Richard Goldstone a qualifié de crimes de guerre certaines actions de l'armée israélienne contre la population de la bande de Gaza, qui survit coupée du monde depuis 2005 ; plus récemment, une commission de l'ONU présidée par le juge Hudson-Philips a conclu à une série de violations des droits humanitaires et humains lors de l'attaque de la Flottille de la liberté, en mai 2010. Jusqu'à présent, Israël n'a pas donné suite à la demande de l'ONU qu'une enquête indépendante soit menée au sujet de ces incidents.

Dans le but d'infléchir la politique israélienne de violation systématique des droits humains, plus de 170 organisations représentatives de la société civile palestinienne ont lancé en 2005 un appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre l'État d'Israël (BDS). Le rapporteur spécial de l'ONU sur la Palestine, M. Richard Falk, s'est félicité en juin 2010 que de simples citoyens adoptent ce moyen pacifique d'isoler Israël pour obliger ses dirigeants à respecter le droit international. La mobilisation des militants de base a déjà remporté de nombreux succès. Dans le cadre du BDS, des événements sportifs ont été annulés, des entreprises comme Veolia qui tirent profit de la colonisation, ont été pressées de renoncer à leurs investissements en Israël et dans les territoires occupés, des sociétés israéliennes comme Soda-Club/Soda Stream sont pointées du doigt dans les grands magasins, les liens avec les exportateurs de fruits et légumes. comme Agrexco, sont dénoncés.

Parallèlement à BDS, une centaine d'intellectuels et artistes palestiniens ont initié la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), afin d'inviter les acteurs culturels du monde entier à rompre toute coopération avec les institutions artistiques, cinématographiques et culturelles liées à l'État israélien, afin de mettre fin à l'apathie et au silence qui règne en Israël au sujet des atrocités commises par ses gouvernements successifs. De nombreux artistes ont déjà suivi, d'une manière ou autre, l'appel du PACBI. Parmi eux, on remarque les écrivains Mahmoud Darwish, John Berger, Eduardo Galeano, Arundhati Roy et Henning Mankell, les musiciens Brian Eno, Bjork, Massive Attack, Carlos Santana et Elvis Costello, ainsi que les cinéastes Nicolas Wadimoff, Mike Leigh et Ken Loach.

En Israël même, l'historien Ilan Pappe est l'un des premiers soutiens au boycott ; les cinéastes Eyal Sivan et Udi Aloni, la philosophe Anat Matar et la linguiste Rachel Giora, sont parmi les animateurs de l'appel Call from within qui soutient le BDS depuis l'intérieur. En Israël, un nombre croissant d'artistes et d'universitaires, sensibles à la détérioration de l'image d'Israël à l'étranger, et stimulés par le succès du boycott international, contestent désormais ouvertement la poursuite de la colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie. À l'étranger, des personnalités reconnues, comme la philosophe Judith Butler et l'écrivaine Naomi Klein soutiennent aussi le BDS.Aujourd'hui, le mouvement BDS appelle les artistes et acteurs culturels travaillant en Suisse à ne pas cautionner la politique d'Apartheid, à maintenir la pression sur l'État d'Israël, et à se joindre à leur tour au mouvement de boycott, un outil pacifique de faire résonner la conscience du monde.

En conséquence :

– le mouvement BDS en Suisse invite la fondation Culturescapes à renoncer à l'édition 2011 de son

festival, consacré à Israël ;

– le mouvement BDS en Suisse invite les directions des lieux culturels partenaires de la fondation Culturescapes à refuser de programmer les spectacles présentés cette année sous le label « Culturescapes » et à refuser de collaborer à une opération de marketing destinée à promouvoir l'image de marque d'Israël en Suisse ;

– le mouvement BDS en Suisse, informé de l'intention de la direction de la fondation Culturescapes d'organiser un festival suisse en Israël, appelle tous les artistes et les travailleurs de la culture à refuser cette invitation à présenter leurs productions en Israël et à refuser ainsi de servir de caution à la politique d'Apartheid par laquelle le régime israélien opprime le peuple palestinien.

Avec nos salutations cordiales,

BDS Suisse 17 février 2011

culture@bds-info.ch